

Conseil national des 16 et 17 janvier 2016

Synthèse – trame pour aider à la présentation dans les conseils départementaux, assemblées générales,...

Le rapport comporte deux grandes parties :

- une première : la phase politique nouvelle dans laquelle nous sommes ;
- une seconde : les pistes de travail et d'initiatives politiques pour la période à venir et le congrès.

Deux objectifs pour 2016 :

- bousculer les scénarios politiques écrits d'avance ;
- engager un congrès de fond.

avec comme précision :

« nous entrons dans une phase de congrès. Le dernier mot reviendra sur tous les choix à nos adhérents souverains. Il revient d'ici là à notre direction de prendre toutes les initiatives que la situation nécessite et toutes celles qui permettront aux communistes d'en être pleinement les décideurs et les acteurs. »

I - La phase politique nouvelle et ses enjeux

Analyse des élections régionales

Les élections régionales de décembre 2015 se sont déroulées dans un contexte inédit : des nouveaux territoires pour plus de la moitié du pays, avec en toile de fond une réforme gravissime mais illisible de l'organisation de la République; des campagnes électorales quasi inaudibles dans les médias et l'opinion ; les bains de sang du 13 novembre avec leurs multiples conséquences ; un système institutionnel français et européen perçu comme de plus en plus incapable de répondre aux urgences sociales et économiques des populations et aux enjeux de notre temps.

L'analyse sur les scores du Parti, du Front de gauche, de EELV, du PS, de la droite et FN sont dans le rapport de manière précise.

Quelques grandes caractéristiques :

À nouveau, ce scrutin se caractérise par une abstention massive, désormais structurelle, avec un facteur générationnel déterminant.

Et en même temps, en recul significatif en comparaison avec l'élection de référence de 2010.

Par rapport aux présidentielles de 2012, les électeurs de Mélenchon sont ceux qui s'abstiennent le plus alors que ceux de Le Pen sont ceux qui participent le plus. Plus on a voté à droite aux présidentielles, moins l'on s'abstient.

La gauche dans son ensemble est réduite à la portion congrue malgré le sursaut de mobilisation anti-FN du 2^e tour.

Mais dans le même temps, Hollande et Valls peuvent estimer avoir des points pour installer la sinistre stratégie qui est la leur pour 2017 :

- le Front de gauche et EELV sortent affaiblis d'un scrutin où ils n'ont pas réussi à rassembler les « déçus » de 2012 et les perdants de la politique économique et sociale du gouvernement ;
- au lendemain des régionales, Marine Le Pen apparaît aux yeux des électeurs comme sélectionnée d'office pour le second tour de la présidentielle, d'où la possibilité de jouer la carte d'une nouvelle forme de vote utile dès le 1^{er} tour en faveur du candidat Hollande ;
- le sabotage réussi des listes PS en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et PACA ouvre la voie à une majorité gouvernementale et législative d'Union sacrée face au FN, incluant les composantes de la droite libérale et centriste ;
- en termes de rapport de force, la droite ne progresse pas par rapport à 2010 et voit une partie de plus en plus grande de son potentiel électoral glisser vers le FN, en particulier dans les couches populaires.

En somme, le piège du tripartisme s'installe, verrouillant un peu plus la situation politique.

Le poids des attentats du 13 novembre

Les massacres du 13 novembre, en plein dans les élections régionales, ont choqué profondément le pays et modifié la situation. Le traumatisme a des conséquences durables.

Si le climat politique national en est bouleversé, si les attentats de janvier et de novembre ne peuvent manquer de nous interroger sur l'état de la société française, leurs causes internationales sont premières.

Nous avons une grande bataille d'explication à mener car elles sont occultées ou tronquées au profit d'une unique lecture sur le thème de la guerre des civilisations .

3 remarques sur la dimension internationale :

1. en 2015, cinq pays ont totalisé à eux seuls près de 80 % des victimes civiles du terrorisme ;
2. la situation en Irak et en Syrie ;
3. l'Organisation de l'État islamique recrute dans tous les pays.

La France doit changer de politique : agir pour émanciper les relations internationales du jeu de domination des puissances, et de la main mise des forces de l'argent ; donner toutes ses chances au processus de solutions politiques en Syrie et en Irak sous supervision de l'Onu ; travailler à la relance d'un processus de paix en Palestine contre la colonisation à marche forcée du

gouvernement d'extrême droite ; en finir avec ses relations troubles et complices avec l'Arabie Saoudite et la Turquie.

En France, ce sont les dangers de la dérive sécuritaire et autoritaire ainsi que son instrumentalisation politique par le pouvoir tournant le dos aux réponses de gauche : plus de démocratie, de vivre ensemble, de fraternité, de justice et d'égalité qui seraient plus efficaces pour contrer les objectifs de divisions et de guerre civile des terroristes de Daech.

Notre parti et ses parlementaires s'opposeront à ces propositions :

- la déchéance de nationalité : inefficace face au terrorisme et dangereuse pour la République car contraire au principe d'égalité et aux principes universels des droits de l'humain ;
- l'inscription dans la loi, la constitution ou le code de procédure pénal des dispositifs de l'état d'exception car c'est le recul institué des libertés fondamentales et des principes de séparation des pouvoirs.

Donc, deux batailles décisives pour l'avenir : la paix et la République. L'idée de la France est en jeu.

Le choc des régionales vient de loin

- l'impasse économique et politique des politiques menées : de lourdes conséquences ;
- nature et conséquence de la crise du système et de l'enfoncement dans les choix libéraux ;
- une crise économique et sociale devenue une très grave crise politique et démocratique (France et Europe) ;
- une Europe vécue comme un verrou, avec l'expérience de la Grèce ;
- sentiment d'impuissance sur les choix politiques, formes variées de désespérance, colère exprimée contre « les politiques », défiance vis-à-vis des partis politiques et corps intermédiaires qui s'accroissent ;
- les choix assumés de François Hollande : reprise des thématiques de la droite et de l'extrême droite, stratégie du vote dit « utile » contre le FN ;
- la responsabilité de la droite sarkozyste : glissement vers les thématiques de l'extrême droite ;
- une société française en souffrance, minée par l'angoisse du quotidien et de l'avenir, par la peur avec un sentiment d'impuissance sur les choix politiques, des formes variées de désespérance ;
- la stratégie du FN et son impact : motivations du vote au nom du changement ;
- un peuple désorienté qui continue à chercher des réponses, avec beaucoup de contradictions, d'où le besoin de bien cerner ces courants contradictoires pour agir.

Pourquoi n'y arrivons-nous pas ?

Le Front de gauche a besoin de revenir sur la démarche et les objectifs initiaux de 2008 afin de sortir de l'injonction « gouverner libéral ou protester radical » pour dépasser cette contradiction et construire une alternative à gauche. Une initiative stratégique juste avec une première séquence réussie en 2012, notamment à la présidentielle. Après l'élection de François Hollande, des difficultés d'élargissement et des débats sur la stratégie de rassemblement non résolus ce qui a empêché le Front de gauche de franchir les paliers suivants.

Malgré ces difficultés, la dynamique du Front de gauche continue cependant de nourrir à la fois des espoirs dans le mouvement social et une partie du peuple de gauche, mais aussi des rassemblements locaux permettant à des militants d'agir en politique. Dans la période qui s'ouvre, nous devons continuer à pousser d'autant plus le débat pour que les forces qui s'y sont reconnues ou s'y reconnaissent œuvrent à construire une alternative de gauche dans notre pays et au-delà.

Nous devons tirer toutes les leçons de cette offensive stratégique, sans renier ce qu'elle a apporté ces dernières années au mouvement de la société, et à partir des objectifs que nous définirons, inventer la suite d'une nécessaire dynamique de rassemblement à gauche.

Revenir sur des obstacles de fond à traiter :

- mieux comprendre la société, ses attentes, ses contradictions ;
- la bataille des idées, le rôle du patronat, celui des médias ;
- le désarroi du peuple de gauche face à Hollande ;
- le poids de la chape de plomb européenne : la crise grecque et les expériences espagnole et portugaise en cours...
- la nature du FN, du combat à mener contre lui, son rôle dans le verrouillage de l'alternative ;
- la question de la gauche qui fait débat : quel contenu de notre temps alors qu'il y a une volonté de la faire disparaître.

À quelle situation sommes-nous maintenant confrontés ?

La recomposition politique en cours nous met face à plusieurs enjeux.

Il convient de combattre avec plus de force toutes les stratégies politiques visant à placer le FN au centre du système. Singularité française, le FN a été choisi comme concurrent politique numéro 1 par les deux premières forces politiques nationales : La droite, avec Sarkozy, pour épouser ses thèmes ; le PS, avec Hollande, pour recomposer le système politique en fermant la concurrence à gauche.

Casser ce piège en rouvrant le débat à gauche sur un autre projet, c'est de fait combattre la place centrale que certains souhaitent continuer à accorder au FN.

En effet, nous sommes désormais devant une situation profondément préoccupante. Le bipartisme n'est plus. Il a cédé la place à un tripartisme qui fait craquer les institutions de la V^e République. Cette réalité peut être transitoire ou plus durable, mais nous sommes convaincus qu'elle n'offre aucune perspective à notre peuple.

Le pari de la social-démocratie de François Hollande, c'est la constitution d'une nouvelle force démocrate de type centriste aspirant une partie de la droite, pour retrouver un bipartisme nouveau face au Front national ayant lui-même été rejoint par les forces de la droite extrême. La droite est en débat sur l'attitude à adopter, sur fond de radicalisation libérale.

Une relance stratégique nécessaire : une nouvelle possibilité politique à gauche reste possible.

II - Comment avancer ? **Quelles nouvelles initiatives du Parti communiste ?**

Le Congrès

La France a besoin d'un nouveau projet pour son avenir. Nous voulons y travailler pour bâtir avec tous « la France en commun ».

Si un projet de changement peut exister dans notre pays, c'est parce que des forces nombreuses restent à l'écoute et disponibles pour un tel projet.

Notre travail est de les identifier dans l'état contradictoire des consciences, et de travailler avec elles à partir de cet état réel, en cheminant avec elles.

Dans la préparation du congrès, nous pourrions avancer sur nos deux pieds : travailler à énoncer clairement ce projet en préparant le texte du congrès, et sans attendre engager l'action.

Les batailles et initiatives à lancer dès maintenant

Pour faire face aux urgences de la période, pour agir sans tarder pour faire reculer le chômage, contre une révision régressive de la Constitution, pour la relance des Goodyear et des Air France, pour reconstruire du projet commun, pour relancer le débat sur de nouvelles constructions politiques à gauche, pour sortir du piège de 2017, nous avons une urgence : nous tourner vers la société, vers notre peuple. La période, comme notre congrès, nous y appelle.

Proposition de lancer une grande campagne pour faire de 2016 une grande année de renforcement du Parti communiste français.

Deux batailles politiques :

- la bataille pour le non à la révision constitutionnelle et contre la déchéance de nationalité, pour une République fidèle à sa devise : un argumentaire et des outils sont en construction pour mener la bataille. Des initiatives sont en cours auxquelles nous avons à participer ;

- La bataille contre le chômage avec une campagne « zéro chômeur, tous travailleurs / tout n'a pas été essayé, c'est aux banques et au capital de payer ». Ce serait une réponse directe à la lettre des patrons et aux projets de loi qui s'annoncent, au plan d'urgence pour l'emploi de F. Hollande.
- **Dans l'urgence** : engager la mobilisation des communistes pour que **les Goodyear** ne connaissent pas la prison, pour que les Air France ne soient pas condamnés. Nous ne pouvons pas laisser faire et nous devons contribuer à gagner ce combat. Si ces syndicalistes sont condamnés, le grand patronat amplifiera son action pour criminaliser toute action revendicative.

Quelle initiative politique de rassemblement ?

1- Forum populaire et grande « enquête » nationale

Pour construire du projet, pour agir, pour préparer 2017, nous avons besoin tout au long de l'année 2016 d'une grande campagne de construction de forums populaires.

Poursuivre la démarche engagée avec les 1 000 rencontres, les fabriques coopératives... qui ont été expérimentées.

Engager une sorte de grande « enquête » nationale populaire, menée par les communistes, tournée vers notre peuple avec la double volonté de comprendre et d'agir, une sorte de « porte à porte national », de rencontres individuelles. Elle serait menée en popularisant « la France en commun », mais avec l'aide d'un questionnaire d'enquête national sur les attentes et les idées du pays, sur la réaction à nos solutions, sur les désirs et les terrains d'engagement souhaités par nos concitoyens, sur ce qu'ils attendent de nous.

2- La bataille de 2017

Si nous visons un mouvement populaire qui ne se réduit à préparer 2017, cette échéance structure déjà le débat politique dans la société. Par ailleurs, nous ne préparons pas 2017 sans une telle dynamique populaire.

Mais il nous revient dès maintenant de prendre l'initiative sur ce terrain, en ne laissant pas libre cours aux seules forces du tripartisme : tout est fait et penser pour verrouiller la présidence, autour de trois possibilités : Marine Le Pen, un candidat de droite et François Hollande.

C'est évidemment inacceptable pour nous et pour notre peuple. C'est la disparition de la gauche et de toutes perspectives de transformations sociales.

Pour déverrouiller le débat, la question n'est donc pas seulement de construire une candidature à gauche de Hollande, mais de poser une question à toute la gauche : « quelle candidature de gauche en 2017 pour une alternative à l'austérité, pour un projet solidaire, pour battre la droite et l'extrême droite ? ».

Notre option pourrait être : tenter la construction d'un processus populaire et collectif sur le thème : « un candidat de gauche avec une projet pour la France sur les valeurs de gauche ».

Des initiatives sont en cours avec des appels pour lancer des primaires à gauche afin de permettre la possibilité de construire « une candidature à l'élection présidentielle incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse ».

Il nous faut mener le débat et ne pas la fermer la porte à la discussion sur les conditions et les objectifs. Ce qui compte pour nous, c'est un cadre collectif sur un contenu.

En mars : faire le point sur la situation et le débat.

Législatives, sénatoriales : travail en cours par le secteur Élections, y compris sur les candidatures.

III - Le congrès

Trois objectifs

1 – Clarifier dans un texte fort et lisible le projet politique que nous portons pour la France. Il s'agit de franchir, sur la lancée de « La France en commun », une étape qualitative dans l'énoncé de ce projet, qui réponde à la question « Communistes, pourquoi combattons-nous ? », qui permette à notre peuple d'identifier la proposition communiste sur le sens de notre société et sur le chemin que nous proposons.

Un nouveau projet politique pour la France : la France a besoin d'un nouveau projet pour son avenir. Nous voulons y travailler pour bâtir avec tous « la France en commun ».

Quatre questions fondatrices (sur lesquelles nous pourrions appeler les communistes à approfondir et structurer leur projet) :

1. le travail, l'emploi et l'éducation pour une société sans chômage avec cet objectif « zéro chômeur, tous travailleurs ! » ;
2. un nouveau mode de développement pour l'humain d'abord et la planète pour une « société du bien vivre et du bien commun » ;
3. la refondation démocratique de la République pour une France d'égalité et de liberté, ouverte et respectée ;
4. la paix et la sécurité en France, en Europe et dans le monde.

2 – Dire dans une résolution politique ce que nous voulons et proposons pour les élections de 2017, à commencer par l'élection présidentielle d'abord, puis les législatives et sénatoriales.

Nous lançons le débat et nous ferons le point en mars pour proposer un projet de résolution politique.

3 – Procéder à tous les changements, adaptations et transformations nécessaires de notre Parti pour se hisser à la hauteur de la période.

Une commission travaille tout de suite et proposera des pistes d'évolutions en mars et le congrès adoptera un relevé de décisions.

Il s'agira de se donner des objectifs concrets et atteignables, et non d'énoncer des intentions.

L'agenda de préparation du Congrès

Lancement du congrès- 16-17 janvier

Avec l'ouverture des contributions individuelles et collectives et organisation de remontées de celles-ci.

La commission de transparence des débats est aussi chargée d'impulser et d'aider à animer cette phase.

Avec la phase d'écriture, la commission des textes travaillera sur les trois thèmes : un document sur notre projet, une résolution politique sur 2017, une proposition sur les évolutions du Parti.

Conseil national des 5 et 6 mars 2016

Point sur la mise en œuvre des batailles et des initiatives et des débats dont celui sur la construction d'une candidature commune.

Adoption de la base commune par le Conseil national.

La date limite des dépôts des textes alternatifs est le 6 avril avec validation des textes le 9 avril pour l'envoi des documents pour la semaine du 11 avril.

Le vote de la base commune par les communistes : 4, 5 et 6 mai.

La tenue des conférences de section et départementales se tiendra en mai jusqu'au 1^{er} juin.

Congrès du 2 au 5 juin, à Aubervilliers – Saint-Denis.

1^{er} juin : conférence mondiale pour la paix et le progrès

Nous voulons inviter toutes les forces et organisations avec lesquelles nous sommes en lien mais aussi des forces avec lesquelles nous voulons travailler à se retrouver en amont de notre congrès à une Conférence mondiale pour la paix et le progrès (« Pour la paix, faisons grandir un monde en commun » ou « Mondialisons la paix »...) avec la présence de personnalités importantes.

Les 3 commissions de travail ont été élues par le CN.